

STRATÉGIE EUROPE 2020 : QUELS RÉSULTATS CONTRE LA PAUVRETÉ ?

Comment utiliser les Programmes Nationaux de Réforme et les Rapports Sociaux Nationaux pour réaliser des progrès concrets en matière de participation et de réduction de la pauvreté ?

Conférence d'EAPN - Rapport synthétique

Bruxelles, 28 septembre 2012

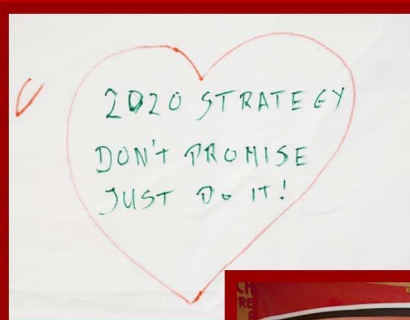


TABLE DES MATIERES

Messages principaux et recommandations	4
Interventions d'ouverture	8
Evaluer les résultats de la Strategie Europe.....	8
Le point de vue d'EAPN	8
Le point de vue d'autres acteurs	9
Le point de vue des Comités Consultatifs auprès du Conseil des Ministres.....	9
Quels changements pour une Stratégie Europe 2020 capable d'éradiquer la pauvreté de manière participative ?	10
Le point de vue d'EAPN	10
Table ronde	10

“Ce n’est pas seulement la pauvreté que nous combattons, ce pourquoi nous combattons c’est la sauvegarde de notre démocratie et des conditions nécessaires à la réalisation de l’objectif premier de la coopération européenne : le maintien de la paix”

Sérgio Aires, Président d’EAPN

MESSAGES PRINCIPAUX ET RECOMMANDATIONS

Messages principaux

- Les institutions européennes semblent ne pas reconnaître la réalité sur le terrain, et **soutiennent des politiques qui ne font qu’accroître les difficultés des plus vulnérables.**
- La Commission européenne prend part à un **procédé de prise de décision anti-démocratique** questionnable et qui **contribue à une crise humanitaire**, particulièrement dans les pays soumis à la Troika.
- La Stratégie Europe 2020 n’empêche aucunement le **démantèlement de la protection sociale** et y contribue même dans certains cas, ainsi qu’à la croissance des taux de pauvreté et d’inégalités et des tensions sociales.
- Les fondements idéologiques de la Stratégie Europe 2020 sont en cause. Quel type de croissance voulons-nous ? Où est la priorité sur une croissance inclusive ? Les politiques actuelles parviendront-elles réellement à réduire la pauvreté ? **l’austérité est-elle la solution ?** L’austérité et les objectifs sociaux se trouvent en contradiction totale. A qui cette approche bénéficie-t-elle ?
- La Stratégie Europe 2020 représentait une opportunité à saisir et semblait fournir un **cadre progressiste**, avec les objectifs chiffrés sur la pauvreté, l’emploi et l’éducation, les initiatives-phares, l’engagement envers une croissance inclusive et envers la transversalité de la dimension sociale dans les principaux agendas économiques et d’emploi.

- Malgré quelques maigres avancées - quant à certaines thématiques, comme par exemple la pauvreté infantile et le sans-abrisme, des priorités plus sociales dans l'Analyse annuelle de la croissance et quelques éléments à caractère plus social dans certaines Recommandations spécifiques par pays -, le déséquilibre reste énorme entre, d'une part, la **marginalisation des préoccupations sociales** et, d'autre part, la **prédominance négative des préoccupations macro-économiques**, et écarte toute possibilité de progresser vers l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté.
- Tous les acteurs s'accordent sur la **faiblesse de l'aspect gouvernance** en lien avec l'implication des parties prenantes à l'échelle nationale dans la Stratégie Europe 2020, du fait que les PNR et les RSN sont élaborés à huis clos, à la demande de la Commission. Les exemples de participation significative sont rares ; les rapports sont dominés par des préoccupations économiques et financières et aucun n'effort n'est réalisé pour rendre effective la participation des acteurs dans un dialogue sur le développement et l'atteinte des objectifs fixés.
- Ces manquements sont particulièrement regrettables quand la confiance en l'Union européenne s'érode et que la manière dont la crise est gérée pose de sérieuses questions sur le respect de la démocratie.

Recommandations

- L'approche politique générale à la crise doit être revue, avec l'objectif d'une croissance inclusive à long terme et un Programme d'investissement social élaboré à cette fin. Les coûts sociaux à court et à long terme des politiques d'austérité doivent être évalués sérieusement et les politiques d'austérité restreintes. Des ajustements budgétaires sont nécessaires, par des réformes fondées sur la justice fiscale plutôt que par une pression exercée sur les salaires, la dérèglementation du marché du travail et des coupes budgétaires dans les services et les allocations.
- Des recommandations explicites doivent être émises, portant sur la restriction de l'austérité, qui génère de la pauvreté, analysant l'impact social de manière transparente et allant plus loin dans la défense des standards sociaux. L'engagement dans la mise en œuvre d'une **directive-cadre européenne sur le revenu minimum et d'un cadre européen sur les salaires décents** rassurerait les Européens sur la création effective d'un pilier social européen.

- Les plus grandes avancées se retrouvent dans la proposition de la Commission d'allouer au moins **25% du budget de la Politique de Cohésion au Fonds social européen (FSE) et de dédier au moins 20% du FSE à la lutte contre la pauvreté et à l'inclusion sociale.**
- Aux niveaux européen et national, il est indispensable de réunir tous les acteurs, à chaque niveau, dans la recherche de solutions aux problèmes qui les concernent, de façon transparente et démocratique. **Un progrès décisif est donc nécessaire en matière de participation, tout comme des mesures concrètes quant au suivi de la proposition de la Commission** sur des lignes directrices en matière d'implication des parties prenantes.
- **Les Programmes nationaux de réforme contenant des préoccupations sociales devraient être basés sur un précédé démocratique véritable**, incluant toutes les parties prenantes et les Parlements nationaux. Les citoyens devraient être informés correctement sur ce procédé, ce qui implique aussi d'encourager leur appropriation de ces PNR.
- **Un agenda commun et une stratégie européenne intégrée de lutte contre la pauvreté et l'exclusion visant aussi à réduire le fossé des inégalités** est tout aussi nécessaire, à même de rassembler tous les acteurs concernés à réduire véritablement la pauvreté dans l'Union européenne, conformément à l'objectif chiffré adopté. La cohérence de cet agenda avec toutes les politiques européennes doit être assurée. De tels objectifs communs doivent se baser sur 20 ans de coopération européenne sur les affaires sociales sous l'égide de la Méthode ouverte de coordination.
- Avec un tel agenda, une véritable politique sociale européenne devrait être relancée, capable d'améliorer les vies des personnes en situation de pauvreté. Les Rapports sociaux nationaux pourraient être l'outil de cette relance, pour autant qu'ils soient basés sur une participation effective et que leurs conclusions soient prises en compte dans les Programmes nationaux de réforme. La transparence devrait être assurée quant au procédé d'élaboration et d'application des Rapports sociaux nationaux dans chaque Etat membre.

Plus de 170 personnes ont assisté à la conférence. Pour moitié les participants étaient membres d'EAPN, pour une partie ayant une expérience directe de la pauvreté. Parmi les autres participants figuraient des décideurs européens, des militants, des universitaires...

L'évaluation extrêmement préoccupante par EAPN des Programmes nationaux de réforme 2012 (PNR) et des Rapports sociaux nationaux (RSN) a été le point de départ des discussions, et tout particulièrement l'absence de progrès au regard de l'objectif de lutte contre la pauvreté, l'augmentation des niveaux de pauvreté et d'inégalités, et la déception quant à la capacité du mécanisme des PNR à engager les parties véritablement les parties prenantes et à faire en sorte que l'ensemble des politiques contribue à l'objectif de réduction de la pauvreté.

Les débats ont été particulièrement vifs alors que la Stratégie Europe 2020 s'inscrit dans un contexte où la crise et les mesures d'austérité aggravent visiblement la pauvreté et l'exclusion sociale, exacerbant les tensions sociales et contribuant à la désillusion et la perte de confiance à l'égard de l'UE. Les membres ont exprimé leur peur et leur colère, et mis en garde les décideurs: ce qui est en jeu aujourd'hui c'est l'avenir de notre société et de notre modèle social.

Un rapport exhaustif est disponible en anglais sur le site d'EAPN, sur la [page de la conférence](#), ainsi que les présentations et des interviews en vidéo des intervenants.

INTERVENTIONS D'OUVERTURE

Sérgio Aires, Président d'EAPN a rappelé que nous demandons une réorientation des politiques d'austérité vers le renforcement des droits sociaux et de l'investissement social.

João Rodrigues Seabra, participant portugais aux rencontres des personnes en situation de pauvreté a **dénoncé le fait que, non seulement il n'y a pas d'actions contre la pauvreté mais les mesures prises contre la crise économique n'ont fait qu'accroître l'insécurité et la pauvreté.**

Georgios Papageorgiou, Secrétaire permanent du Ministère chypriote du travail et de la protection sociale a réaffirmé le soutien de la présidence en faveur d'une « meilleure Europe » et son engagement à progresser dans les domaines de la pauvreté des enfants et de la participation dans la Stratégie Europe 2020.

EVALUER LES RESULTATS DE LA STRATEGIE EUROPE

8

Hugh Frazer, University of Ireland, Maynooth, Coordinateur du réseau européen des experts indépendants sur l'inclusion sociale, a présenté un état des lieux de l'impact sous estimé de la crise et des politiques d'austérité, ainsi que des faiblesses de la Stratégie 2020 sur els enjeux sociaux.

LE POINT DE VUE D'EAPN

Vera Hinterdorfer, EAPN Autriche, Membre fondatrice de la plateforme "Rester visible" établie avec d'autres personnes confrontées à la pauvreté, s'appuyant sur l'analyse du processus PNR autrichien, a lancé un vibrant appel aux décideurs qui restent « ceux par qui le changement peut arriver ».

Sian Jones, Coordinatrice politique d'EAPN UE, se basant sur le rapport publié par EAPN en juin dernier, a rappelé l'effort énorme accompli par les membres d'EAPN pour tenter de participer aux processus des PNR/RSN, leur déception quand au processus et aux résultats, et notre analyse des plans et nos propositions de recommandations.

LE POINT DE VUE D'AUTRES ACTEURS

Henri Lourdelle, (Conseiller politique, Confédération européenne des syndicats), **Mary Collins** (Policy Officer, Lobby européen des femmes), **Silvia Ganzerla** (Conseillère politique senior, Eurocities), **Freek Spinnewijn** (Directeur, FEANTSA), (**Jana Hainsworth**, Secrétaire générale, Eurochild) ont partagé la position de leurs organisations concernant la stratégie Europe 2020 et les processus des PNR/RSN.

Au delà des nuances propres à type de problématiques soulevées, et malgré que soit reconnue la capacité de la stratégie à inscrire et maintenir à l'agenda politique des thématiques telles que le sans abrisisme et la pauvreté des enfants, ces acteurs d'accordent à dire que d'importants progrès restent à accomplir pour en termes de participation et de résultats.

LE POINT DE VUE DES COMITES CONSULTATIFS AUPRES DU CONSEIL DES MINISTRES

Les présidents de trois comités clés (Comité de la protection sociale, Comité de politique économique et Comité de l'emploi) avaient été invités à participer au débat. Seul **Mik Woolley (Comité de l'Emploi)** a pu se rendre disponible. Ce dernier a présenté très ouvertement le travail en cours au sein du Comité de l'emploi et la manière dont celui ci pourrait être amélioré en s'appuyant sur la participation des acteurs de la société civile. Répondant aux questions de la salle, Mik Woolley a insisté sur les limites propres à l'action du Comité de l'emploi et rappelé le rôle des deux autres Comités concernés.

QUELS CHANGEMENTS POUR UNE STRATEGIE EUROPE 2020 CAPABLE D'ERADIQUER LA PAUVRETE DE MANIERE PARTICIPATIVE ?

LE POINT DE VUE D'EAPN

Graciela Malgesini (EAPN Espagne) a décrit l'expérience espagnole comme celle d'"un conte de fée qui a mal tourné", alors que de bonnes pratiques participatives ont été stoppées avec en même temps que l'austérité a fait exploser la pauvreté.

Fintan Farrell, Directeur d'EAPN, tout en rappelant les recommandations d'EAPN, a insisté sur les enjeux et plaidé en faveur d'un progrès décisif en matière de participation.

TABLE RONDE

10

Marcel Haag, Chef d'unité Europe 2020, Compétitivité et Innovation, Secrétariat Général, Commission européenne, a présenté la stratégie de la Commission basée sur la croissance et en quoi les politiques sociales avaient tout à gagner de leur intégration dans la Stratégie multi-dimensionnelle Europe 2020, **notamment le bénéfice des priorités allouées aux Fonds structurels.**

Lieve Franssen, Directrice Europe 2020: politiques sociales, DG emploi, affaires sociales et inclusion, Commission européenne, a exprimé son accord avec les conclusions tirées par Fintan Farrell., tout en insistant toutefois sur les efforts réalisés par la Commission européenne pour améliorer le niveau participatif de la Stratégie et à en nuancer l'approche grâce notamment à la Plateforme européenne contre la pauvreté, les Recommandations spécifiques par pays et le Paquet investissement social à venir.

Philippe Lamberts, Membre du Parlement européen, Groupe des Verts/ Alliance libre européenne, Membre du Comité des affaires économiques et monétaires du Parlement européen, Co-Président of the du Parti des Verts européen, a fait état de son désaccord complet d'avec les politiques mises en œuvre par la Commission et les messages contradictoires qui les sous tendent et a insisté sur le besoin de reconnaître enfin l'urgence de la situation et d'appliquer des approches alternatives en termes

s'attachant à la situation monétaire et économique de manière globale y compris la réglementation fiscale.

Christine Chapman, membre de l'Assemblée nationale du Pays de Galles, Comité des Régions, Membre de la Commission des politiques économiques et sociales, s'appuyant sur les expériences au Pays de Galles, a rappelé que la pauvreté est en train de broyer les familles, et que les solutions doivent d'abord venir des communautés elles même.

Maureen O'Neill, membre du Comité économique et social européen, Vice Présidente du Groupe III, Membre de la Section de l'Emploi, des affaires sociales et de la citoyenneté; a insisté sur la confiance qu'il faut avoir en les citoyens eux-mêmes, et en leur capacité à exprimer leurs besoins et élaborer des solutions.

La table ronde a été suivie par un **débat prolongé et particulièrement vif**. Les participants ont relevé que ni la Commission ni les Etats membres ne font face efficacement à l'urgence de la situation des plus vulnérables et ont exprimé leur colère et leur grande inquiétude. La manière non démocratique dont sont prises les décisions concernant les pays de la Troïka, la désespérance des plus pauvres dans ces pays, l'incompréhension quand à la poursuite des politiques d'austérité et les questionnements quand aux fondements idéologiques de cette approche ont été au cœur des échanges, ainsi que la perte de confiance des citoyens envers l'Union européenne.

INFORMATIONS ET CONTACTS

Ce rapport a été rédigé par Claire Champeix, chargée de mission chez EAPN

claire.champeix@eapn.eu – 0032 (2) 226 58 61

Pour plus d'informations sur les prises de position politique et autres rapports d'EAPN, veuillez contacter Sian Jones, Coordinatrice politique d'EAPN

sian.jones@eapn.eu – 0032 (2) 226 58 59

Toutes les publications et activités d'EAPN sur www.eapn.eu

Créé en 1990, le Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (EAPN) est un réseau indépendant d'associations et de groupes engagés dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans les États membres de l'Union européenne.



EUROPEAN ANTI-POVERTY NETWORK (RÉSEAU EUROPÉEN DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'EXCLUSION SOCIALE). Reproduction autorisée à condition d'en mentionner la source. Décembre 2012.



EAPN reçoit le soutien de la Direction – Générale « Emploi, Affaires sociales et Égalité des chances » de la Commission européenne. Son financement provient du Programme communautaire européen pour l'emploi et la solidarité sociale (2007 – 2013).

Pour plus d'informations <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=327&langId=fr>

Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement la position de la Commission européenne.